

Position du Forum hindou de Belgique sur la réforme du système de reconnaissance et de financement des religions

Le Forum hindou de Belgique soutient le principe inscrit dans la Constitution belge selon lequel les religions, de par leur rôle social positif, doivent bénéficier d'une aide publique au même titre que de nombreux autres acteurs de la société.

Nous croyons fermement que la religion et la spiritualité revêtent une dimension à la fois individuelle et collective. Au niveau individuel, chacun a le droit de pratiquer la religion de son choix, un droit inscrit dans la Constitution belge et dans différents documents internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'UE et la Convention européenne des droits de l'homme. Au niveau collectif, les communautés religieuses et les philosophies non confessionnelles se rassemblent dans des temples, mosquées, églises, synagogues, etc. pour célébrer le culte, les pratiques et les fêtes. Ces deux aspects – l'individuel et le collectif – doivent être préservés et soutenus, tout comme, en politique, la dimension individuelle (le vote) et la dimension collective (les partis politiques) doivent être préservées et soutenues par l'État.

Le système actuel de reconnaissance et de financement des religions nécessite toutefois une réforme urgente visant à le rendre plus transparent, plus égalitaire, plus juste et plus représentatif de la démographie religieuse actuelle. À défaut, le système actuel risque d'entraîner l'abrogation du principe même d'aide aux religions et aux philosophies non confessionnelles prévu par la Constitution belge et de reléguer la religion à la sphère privée.

Résumé

Nous soutenons le principe d'aide publique aux religions inscrit dans la Constitution belge. Le système nécessite toutefois une réforme urgente. Nous plaçons pour un processus de reconnaissance transparent et un financement équitable.

L'aide aux religions est une bonne chose, mais le système actuel manque de transparence et nécessite une réforme urgente, car il risque de reléguer la religion à la sphère privée. Pour éviter cela, il est nécessaire de solliciter l'avis des religions et de spécialistes, entre autres, pour remédier aux failles du système.